



Info-dignité

Année 2 Numéro 4, novembre 2002

Un espoir

Guy Labonté, d'Action populaire Rimouski-Neigette, entretient un espoir : que le projet du gouvernement du PQ d'une loi de lutte à la pauvreté ne soit pas juste un symbole; que ceux qui vivent la pauvreté en bénéficient. Si ça aide le monde en situation de pauvreté, dit-il, ça va aider tout le monde. Les enfants vont grandir avec une meilleure estime d'eux-mêmes.

Autre chose que Guy Labonté signale : « On n'aura jamais de meilleure conjoncture que ça pour faire avancer nos projets. Le projet de loi, les élections, ce qu'on va avoir là ça va être le maximSommaire

Un espoir.....page 1

Vivre la citoyennetépage 2

Nos Alliées, les Aides familiales.....page 3

Le projet de loi contre La pauvreté.....page 4

um, plus tard on n'aura pas plus. Il faut tenir notre bout et que tout le monde mette l'épaule à la roue. Le barème

plancher, c'est maintenant qu'on peut l'obtenir. Il faut s'adresser aux députés, à la population. Il y a beaucoup de gens dans le communautaire qui travaillent pour le PQ. Le gouvernement a besoin d'eux. »

Action populaire Rimouski-Neigette existe depuis 3-4 ans. Il commence seulement à s'établir. Ce qui est difficile c'est de trouver des bénévoles. « Le monde sont très fiers à Rimouski, dit Guy, ils se cachent. »

Le groupe fait partie du Regroupement contre l'appauvrissement dans le Bas-St-Laurent, où se retrouve une vingtaine de groupes communautaires. « On avait deux priorités, le logement social et nous, explique Guy. Les loyers sont les plus chers au Québec : 375 \$ pour un 3 ½ pas chauffé, pas éclairé. Il faut avoir du logement social si les gens veulent avoir quelque chose à manger. »

Qu'est-ce qui fait le plus souffrir les personnes assistées sociales de la région en ce moment? « Les préjugés et la fin de mois. Il y a eu, il y a quelques années, une campagne gouvernementale pour mettre fin aux préjugés à l'endroit des personnes assistées sociales. Elle a été arrêtée. Nous avons demandé du financement pour un projet pilote. Nous

voulons passer des annonces à la télé à Rimouski. C'est très difficile de travailler sur les préjugés. La télé peut rejoindre beaucoup de monde. Le gouvernement? Les préjugés commencent avec lui, avec sa distinction entre les aptes et les inaptes au travail. Il faudrait commencer par éliminer ça. »

Qu'est-ce qui dérange dans l'actualité? « On se bat au grand jour, dit Guy, pour essayer d'avoir un minimum pour les personnes qui vivent la pauvreté. Les grandes compagnies se battent cachées et obtiennent des réductions d'impôt. Deux réductions d'impôt récemment au fédéral : John Roth et Laurent Beaudoin ont vu leur taux passer de 75% à 50%. Les grandes compagnies ont un accès privilégié à ceux qui dirigent l'État. Nous on passe pour des chiâleux parce qu'on est dans la rue. »

Vivre la citoyenneté

Louise Bergeron explique qu'au Groupe ressources du Plateau Mont-Royal (GRPMM), les personnes se donnent des conditions concrètes pour exercer leurs droits dans l'économie, la politique et la culture.

« En fin de compte, on essaie de se donner ensemble plus de pouvoir sur notre vie et notre milieu, » dit-elle. Les moyens utilisés pour atteindre ce but sont multiples.

Ainsi le GRPMM mène des carrefours citoyens, ouverts à tous et toutes du Plateau Mont-Royal, mais à ses membres d'abord. L'objectif est de s'approprier les événements majeurs de

l'actualité; démystifier les projets de loi; favoriser une démocratie plus directe; promouvoir l'action citoyenne dans la mondialisation, finalement « nous occuper de nos affaires ».

Autre moyen du pouvoir populaire, le GRPMM a créé trois groupes coopératifs : un groupe d'achats pour l'épicerie, un groupe d'achats de produits québécois et un groupe d'achats adapté aux personnes âgées de 50 ans et plus (la corbeille dorée). « On donne de la formation à d'autres groupes qui nous le demandent, » précise Louise Bergeron.

Pour atteindre ses objectifs, le GRPMM a négocié avec ses fournisseurs. « On a des prix de grossistes, note Louise Bergeron, pour les fruits et légumes (des prix de palette). C'est une action concrète contre la mondialisation. »

Un autre moyen d'appropriation du pouvoir est la création d'un « réseau créatif et festif » qui consiste à faire des fêtes, des soupers gourmands à thématique. « Un invité vient nous parler de politique ou la rencontre est axée sur l'alimentation. Par exemple il y a eu un souper du Moyen-Orient qui nous a permis de goûter des mets que nous ne connaissions pas. Le printemps dernier nous avons invité le PAJU – Palestiniens et Juifs unis pour la paix. Ils ont pu expliquer aux gens ce qui se passait. »

Le GRPMM fait des sorties chez des producteurs agricoles. Il y a échange de services et d'entraide entre les membres.

Le Groupe organise des sorties culturelles. Par exemple, le Musée des Beaux-Arts offre des visites gratuites avec guide aux groupes

communautaires. C'est une façon de démocratiser la culture

« Les fêtes que nous faisons, dit Louise Bergeron, sont le portrait de l'avenir que nous voudrions voir installé. Nous essayons de promouvoir la citoyenneté dans tous les secteurs de notre vie.

« Nous luttons contre les conditions précaires qui empêchent les gens d'être pleinement citoyens. Nous faisons de l'éducation politique et populaire de façon permanente. On n'est pas une bonne cause, on est une solution. »

Quels sont les espoirs que nourrit Louise Bergeron?

« Qu'on en arrive à jeter les bases d'un Québec sans pauvreté, en lien avec le Front commun des personnes assistées sociales du Québec et le Collectif pour une Loi d'élimination de la pauvreté.

« Comme société, nous avons les moyens de le réaliser, mais nous avons une lutte assez grande à faire aux préjugés selon lesquels la lutte à la pauvreté, c'est « lutter contre la pluie ». Ce n'est pas une fatalité, la pauvreté. Mais on n'a pas fini de lutter. »

Qu'est-ce qui fait le plus souffrir les personnes assistées sociales?

« Ce sont les préjugés. On ne reconnaît pas leur apport social. On prive la société de leur expérience. Nous nous appauvrissons nous-mêmes comme société.

« Porto Allegre a représenté un grand espoir. Il faut que nous soyons en lien mondialement. Nos pauvretés sont inter

reliées. Il faut être inter relié en fait de solidarité. »

Nos Alliés **Les aides** **familiales**

L'Association des aides familiales du Québec (AAFQ) a pour but de permettre aux travailleuses en maison privée de connaître leurs droits et de les défendre. Elle regroupe les femmes qui travaillent chez l'employeur et habitent chez lui. Cela comprend les domestiques, les gardiennes, les gouvernantes, les femmes de ménage à plein temps et les personnes qui s'occupent à plein temps de personnes handicapées ou âgées. C'est une profession qui est occupée surtout par des femmes immigrantes. L'AAFQ estime qu'elles sont environ 20,000.

L'AAFQ travaille principalement sur deux plans: faire connaître aux aides familiales la Loi des normes du travail du Québec et leur faire connaître leurs droits au niveau de l'immigration. Les aides familiales immigrantes n'ont pas droit à l'aide sociale, à l'éducation, à l'aide juridique, à l'assurance-chômage, aux avantages sociaux. Elles n'ont pas le salaire minimum; elles ont droit théoriquement à 280\$ pour une semaine de 49 heures, ce qui représente 5.71\$ de l'heure, mais souvent, dans la réalité, elles sont payées en-deça de cela.

L'AAFQ s'efforce de briser leur isolement, de développer des solidarités entre elles et avec la société québécoise. Les liens entre les aides familiales et le FCPASQ se tissent au sein de la Coalition nationale contre la pauvreté et la violence faite aux femmes, et au comité de suivi de la marche mondiale des femmes. Visitez le très beau site internet de l'AAFQ à :
<http://www.cam.org/~aafq/>.

Les personnes pauvres partagées entre le scepticisme et l'espoir

Tel est le principal message qu'a tenu à livrer le Front commun dans le cadre des consultations de la Commission des affaires sociales portant sur le projet de loi 112 : « Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale. » Nous observons que beaucoup de personnes croient encore que ce projet de loi est un « bonbon électoral » jeté en pâture aux groupes sociaux afin de gagner leur appui en vue des prochaines élections. Malgré tout, le Front commun reconnaît dans le projet de loi un pas timide dans la bonne direction parce que son adoption ferait de la lutte à la pauvreté une priorité permanente de l'action du gouvernement du Québec.

Si le projet suscite de l'espoir, il souffre en même temps d'un manque de crédibilité, d'un déficit de confiance important auprès des personnes qui vivent la pauvreté. Sa principale faiblesse est l'absence de mesures concrètes qui permettent une amélioration réelle et rapide des conditions de vie des plus pauvres, notamment des personnes assistées, améliorations que produiraient les amendements suivants qui prévoient :

- Qu'il y ait un nouveau chapitre sur les « mesures urgentes » dont l'entrée en vigueur coïncide avec l'adoption de la Loi, comprenant :
 - un « barème plancher » à l'aide sociale, assurant la couverture des besoins essentiels et protégé de toute coupure. Le FCPASQ a remis aux parlementaires plus de 1,000 déclarations d'appuis d'organismes et plus de 10,000 déclarations individuelles d'appui à cette revendication;
 - le rétablissement de la gratuité des médicaments pour les personnes à l'aide sociale et les personnes bénéficiant du supplément de revenu garanti;
 - que la pension alimentaire versée au bénéfice d'un enfant ne soit plus considérée comme un revenu pour la famille à l'aide sociale.
- Que soit prévue au « Plan d'action » la tenue d'un débat public sur la « garantie de revenu » ou ce qu'on appelle plus communément le « Revenu de citoyenneté ».
- Que la loi soit amendée dans le sens des huit recommandations du Collectif pour une loi sur l'élimination de la pauvreté ce qui donnerait à la Loi 112 les moyens de son audace et une réelle efficacité.

Le Front commun estime que les amendements qu'il propose au projet de loi sont le seul moyen de dissiper le doute et de rétablir la confiance sur les réelles intentions du gouvernement relativement à son objectif de lutter contre la pauvreté. Cela tient à une amélioration immédiate et tangible des conditions matérielles de vie des personnes qui vivent la pauvreté.